

C confédération
S syndicale
E européenne



C I S L
Fir
Segreteria Sat JRC Ispra (VA)

PANOPTIQUE

www.conf-sfe.org

JANVIER 2010 - N° 99

Page 4: Conf-SFE Journée syndicale

Page 6: Le nouveau Comité exécutif

Page 10: Adjustment of our
salaries – the method

Page 12: La mobilité – transport



Partenaire financier privilégié des fonctionnaires européens depuis déjà 30 ans.

Nous parlons : Français, Néerlandais, Anglais, Italien, Espagnol,

PRETS HYPOTHECAIRES

TAUX(*)	MONTANT	DUREE	MENSUALITE
2.50 % (**)	350.000 €	20 ans	1849.89 €
3.80 %	100.000 €	10 ans	999.76 €
4.10 %	200.000 €	15 ans	1481.38 €
4.25 %	250.000 €	20 ans	1536.64 €
4.25 %	300.000 €	20 ans	1843.97 €
4.25 %	400.000 €	20 ans	2458.63 €
4.35 %	400.000 €	25 ans	2169.19 €
4.35 %	500.000 €	25 ans	2711.49 €
4.75 %	500.000 €	30 ans	2576.39 €
4.75 %	600.000 €	30 ans	3091.86 €

- (*) taux effectif annuel au 26-01-2010 pour des quotités jusqu'à 100%,
- (*) taux fixe le plus bas et « sous conditions »
- (*) sous réserve de l'acceptation du dossier par la Banque
- (**) taux variable annuellement le plus bas et « sous conditions »

Finaco vous propose un taux exceptionnel pour voiture neuve

TAUX(*)	MONTANT	DUREE	MENSUALITE
3,99%	10 000,01€	48 mois	225,43€
3,99%	20 000,00€	48 mois	450,86€
3,99%	25 000,00€	48 mois	563,57€
3,99%	30 000,00€	60 mois	551,40€
3,99%	35 000,00€	60 mois	643,30€
3,99%	45 000,00€	60 mois	827,10€
3,99%	50 000,00€	60 mois	919,00€

Contact : Mme Delcour au 02/286.90.04 ou adelcour@finaco.be

Tél. : 02.286.90.00 ou Fax : 02.286.90.09

E-Mail : evanhove@finaco.be, Elisabeth.Falleyen@dlbank.be ou Margherita.Urso@dlbank.be

Internet : [www finaco.be](http://www.finaco.be)

Financia nv/sa Rue Archimède, n° 11 (rond point Schuman) 1000 BRUXELLES



René-Pierre KOCH

Le mot du Président...

Comme annoncé dans notre précédente édition, la Conf-SFE a procédé, en décembre dernier, à ses élections internes, afin d'élire un nouveau Comité Exécutif, une Commission des litiges, et une Commission de contrôle financier. Les nouveaux mandats ont pris effet le 12 janvier dernier.

Vous trouverez la liste des membres de ces nouveaux comités en page 6.

Je remercie ce nouveau Comité pour m'avoir renouvelé sa confiance, et reconduit dans mes fonctions de Président.

Le dossier qui nous a le plus préoccupés en cette fin d'année 2009 et ce début d'année 2010 est sans aucun doute celui de l'adaptation salariale. Le conseil a modifié la proposition de la Commission en réduisant l'adaptation salariale de moitié. (1,85 % au lieu des 3,87 % proposés par la Commission).

La Commission a donc décidé d'introduire un recours devant la Cour de Justice.

(Voir l'interview de Hans Torrekens en page 8 et l'article de Wolfgang Entmayr en page 10)

Un autre dossier particulièrement important en ce début d'année, et qui nous concerne tous est celui du REC. Toutes les OSP sont opposées au REC sous sa forme actuelle et ont demandé l'ouverture d'une concertation avec l'administration (DG Ressources humaines).

Une bonne nouvelle en ce concerne le dossier mobilité/transports publics. Le budget a finalement été accordé pour l'exercice 2010, et les remboursements partiels de transports publics devraient pouvoir commencer très bientôt, si certaines conditions sont remplies.

(Voir article de Hans Torrekens en page 12)

Les événements récents d'Haïti requièrent une attention immédiate, mais aussi une solidarité à moyen terme. Vous trouverez un bref compte-rendu des actions entreprises par la Conf-SFE (avec le concours d'autres organisations syndicales) pour contribuer à soulager l'immense souffrance de la population haïtienne.

Bonne lecture ! Je vous souhaite à toutes et tous, ainsi qu'à vos familles, une excellente année 2010.

René-Pierre Koch
Président

Foreword by the President...

As announced in the last edition, the Conf-SFE held its internal elections last December, in order to elect a new Executive Committee, a Disputes Committee and a Financial Control Committee. The new mandates took effect from 12 January. You will find the list of the members of these new committees on page 6.

I wish to take this opportunity to thank the new Committee for renewing its confidence in me and renewing my mandate as President.

The issue which concerned us the most at the end of 2009 and at the start of this year is undoubtedly the question of salary adjustments and the Council's decision to amend the Commission's proposal, by halving the proposed adjustment (1.85% instead of the 3.7% proposed by the Commission).

The Commission has therefore decided to lodge an appeal before the Court of Justice.

(See the interview of Hans Torrekens on page 8 and Wolfgang Entmayr's article on page 10)

Another particularly important issue which concerns all of us at the beginning of 2010 is that of the CDR. All trade union are against the CDR in its current form and have called for a dialogue on this issue with the administration (DG Human Resources).

There good news as regards mobility/public transport: the budget has finally been approved for the 2010 financial year and the proposed reimbursement of part of the cost of public transport season tickets is likely to become effective rather soon after certain preconditions are fulfilled.

(See Hans Torrekens' article on page 12)

The recent events in Haiti require our immediate but also medium term solidarity. You will find a short account of the actions the Conf-SFE has undertaken (mostly in conjunction with other trade unions) to contribute to alleviating the immense suffering in Haiti.

I hope that you will find this latest edition interesting. My very best wishes to all of you and your families for 2010.

René-Pierre Koch
President

Comité de direction : Giovanni Lenarduzzi, René-Pierre Koch, Wolfgang Entmayr, Dominique Kempeners.
Conseiller à la direction : Hans Torrekens, Uwe Ihli. Rédacteur en chef : Giovanni Lenarduzzi.

Le Panoptique européen : Adresse du Panoptique : J79 08/206 Bloc C - 1049 BRUXELLES,
☎ 02 / 29 63 127 - Fax : 02 / 29 64 328 - Adresse internet : www.conf-sfe.org

Régie publicitaire : Giovanni Lenarduzzi - Tél. : 02 / 29 55 123 - Diffusion : 25.000 exemplaires.

TOUT LE PAPIER UTILISÉ POUR LE PANOPTIQUE EST SANS BOIS ET BLANCHI SANS CHLORE.

Notre Journée Syndicale

La Conf-SFE a organisé sa « **journée syndicale** » le 1^{er} décembre dernier. Nous y avons débattu des thèmes importants pour tous nos collègues comme par exemple le REC, mais aussi le nouveau **Comité Local du Personnel**.

Les conclusions concernant le REC étaient les suivantes :

- Il faut une séparation plus claire entre l'évaluation et la promotion (sans perdre le lien entre les deux).
- Il sera nécessaire de rapprocher les travaux des groupes de travail des Comités de promotion et d'évaluation (CPEP) de nouveau aux DGs, comme c'était le cas dans le système précédent.
- Une valorisation des travaux dans l'intérêt de l'institution est indispensable. Il faut réintroduire une appréciation claire et chiffrée de ces travaux.
- Il faut plus de transparence dans les groupes de travail de CPEP pour permettre à ceux qui introduisent un recours de savoir pourquoi il est rejeté, si c'est le cas.

Ces conclusions ne reflètent que quelques-uns des changements qui sont nécessaires pour le nouveau système mais elles indiquent le chemin à suivre.

L'autre thème important était la présentation du programme de travail et du fonctionnement du nouveau **Comité Local du Personnel** par son Président Hans Torrekens. Il a souligné la nécessité d'une modernisation (site-web, message vidéo etc.) et d'une meilleure communication, par exemple par des articles dans « Commission en direct ».

L'Assemblée Générale, qui a eu lieu pendant l'heure de midi, a lancé les élections internes de la Conf-SFE, dont vous trouverez les résultats-ci-après. La journée s'est terminée avec le **Congrès de la Confédération** et les élections de son Comité.

Our trade-union Day

The Conf-SFE organised a “**trade-union day**” on 1 December 2009. The discussion touched upon important issues concerning all our colleagues such as the CDR but also the workings of the new **Local Staff Committee**.

The conclusions concerning the CDR were as follows:

- There must be clearer separation between evaluation and promotion (without losing the link between the two).
- It will be necessary to bring the Working Groups of the Joint Appraisal and Promotion Committees (JAPC) closer to the DGs as it was the case in the previous system.
- Recognition of work in the interest of the institution is essential. Clear and quantified appraisal of this work must be reintroduced.
- There must be more transparency in the JAPC Working Groups to allow those which lodge an appeal to know why it is rejected if this is the case.

These conclusions reflect only some of the changes which are necessary for the new system but they indicate the way forward.

Another important topic was the presentation of the work of **the Local Staff Committee** by its President Hans Torrekens. He underlined the need for modernisation (web-site, video message etc.) and for better communication, for example by publishing articles in « Commission en direct ».

The General Assembly, which took place over lunch time, launched the internal elections of the Conf-SFE, of which you will find the results here after.

Finally, the day ended with **the Congress of the Confederation** and the election of its Committee.



Notre Président, René-Pierre Koch, présente les résultats des élections du CLP Juin 2009.

Our President, René-Pierre Koch, presents the results of the elections of the LSC June 2009.

Wolfgang Entmayr discute avec les participants du système d'évaluation.

Wolfgang Entmayr discusses the evaluation system with the participants.



Les Membres du CLP, Comité Local du Personnel (de gauche à droite) :

The members of the LSC, Local Staff Committee (from left to right):

G. Lenarduzzi, R. Hautman, D. Mocova, W. Entmayr, R-P Koch et H. Torrekens (Président)

Le nouveau Comité Exécutif de la Conf-SFE

Une nouvelle équipe pour faire face à de nouveaux défis!

Les élections internes de la **Conf-SFE** ont eu lieu et un nouveau Comité Exécutif est en place. Merci à l'ancienne équipe qui a fait un excellent travail. Selon nos statuts, le Comité est composé de 16 membres. Les personnes suivantes ont été élues et sont donc membres du Comité Exécutif de la **Conf-SFE** pour le mandat 2010-2013.

Acova Magdalena, Aquilino Claudio, Drewes Oliver, Entmayr Wolfgang, Ihli Uwe, Dominique Kempeners, Koch René-Pierre, Kopp Ferdinand, Lenarduzzi Giovanni, Mocova Dana, Parys Michel, Peltre Floriane, Robinson Peter, Stenhouse Philip, Torrekens Hans, Toumi Myriam

A noter que le nouveau Comité comporte des membres de 8 nationalités:

4 belges, 2 italiens, 2 allemands, 2 britanniques, 2 autrichiens, 2 français, 1 tchèque et 1 slovaque

Pour la Commission des Litiges sont élus: D'Anello Pasquale, Gaspard Ingeborg, Schally Hugo-Maria

Pour la Commission de Contrôle financier sont élus: Cnockaert Virginie, Hautman Rudy, Vanhellemont Jozef

Lors de sa première réunion, le Comité a élu son Bureau dont la composition est la suivante:

Président : René-Pierre Koch

Vice-Présidents : Dana Mocova, Hans Torrekens, Ferdinand Kopp

Secrétaire Général : Michel Parys

Trésorier : Claudio Aquilino

Secrétaire à l'Organisation : Giovanni Lenarduzzi

Secrétaire Politique : Wolfgang Entmayr – Dominique Kempeners

Dans le prochain Panoptique vous trouverez une présentation des membres de notre nouveau Comité Exécutif, leurs intérêts, leurs passions, leurs spécialités.

Election du Comité de la Confédération

Conformément au statut de la Confédération, les membres suivants du Comité de la Confédération sont élus à l'unanimité :

- **Président de la Confédération: Marco Gemelli (section ISPRA)**
- **Vice-président de la Confédération: Maddi Girolamo (section ISPRA)**
- **Vice-présidents de la Confédération: R-P. Koch et H. Torrekens (section BRUXELLES)**
- **Secrétaire Général de la Confédération: G. Lenarduzzi (section BRUXELLES)**
- **Secrétaire Politique de la Confédération : W. Entmayr (section BRUXELLES)**
- **Président honoraire de la Confédération: F.J. Klein**

M. Gemelli remercie tous les participants au Congrès et souligne le fait qu'il est heureux de travailler avec des collègues qui sont aussi des amis.

The new Conf-SFE Executive Committee

A new team ready to face new challenges!

The latest round of internal elections in **Conf-SFE** has taken place and the new Executive Committee is now installed. Our thanks to the previous team which did an excellent job. According to our internal rules, the Executive Committee is made up of 16 members. The following were elected to the Executive Committee of **Conf-SFE** for the period 2010-2013.

Acova Magdalena, Aquilino Claudio, Drewes Oliver, Entmayr Wolfgang, Ihli Uwe, Dominique Kempeners, Koch René-Pierre, Kopp Ferdinand, Lenarduzzi Giovanni, Mocova Dana, Parys Michel, Peltre Floriane, Robinson Peter, Stenhouse Philip, Torrekens Hans, Toumi Myriam

The Committee members are of 8 nationalities: 4 Belgians, 2 Italians, 2 Germans, 2 British, 2 Austrian, 2 French, 1 Czech and 1 Slovak

Are elected for the Disputes Committee: D'Anello Pasquale, Gaspard Ingeborg, Schally Hugo-Maria

Are elected for the Financial Control Committee: Cnockaert Virginie, Hautman Rudy, Vanhellemont Jozef

At its first meeting, the Committee elected its officers, with the following results:

President: René-Pierre Koch

Vice-Presidents: Dana Mocova, Hans Torrekens, Ferdinand Kopp

Secretary General: Michel Parys

Treasurer: Claudio Aquilino

Organisation Secretary: Giovanni Lenarduzzi

Political Secretary: Wolfgang Entmayr – Dominique Kempeners

In our next edition of the Panoptique, the members of our new Executive Committee will present themselves, their interests, their passions and the subjects about which they care most.

Election of the Confederation Committee

In accordance with the Confederation's Statute, the following members of the Confederation Committee are elected with unanimity:

- **President of the Confederation: Marco Gemelli (section ISPRA)**
- **Vice-president of the Confederation: Maddi Girolamo (section ISPRA)**
- **Vice-presidents of the Confederation: R-P. Koch and H. Torrekens (section BRUSSELS)**
- **General Secretary of the Confederation: G. Lenarduzzi (section BRUSSELS)**
- **Political Secretary of the Confederation: W. Entmayr (section BRUSSELS)**
- **Honorary President of the Confederation: F.J. Klein**

Mr Gemelli thanks all the participants in the Congress and underlines that he is pleased to work with colleagues who also are friends.



Comité de la Confédération / Committee of the Confederation:
RP Koch, W. Entmayr, G. Lenarduzzi, M. Gemelli (President Cisl ISPRA), H. Torrekens

Pictures of the Congress taken by Jan FIKACEK, see website / Les photos du Congrès ont été prises par Jan FIKACEK,
voir site web: <http://www.fikacek.cz/> <http://photo.net/photos/Fiki>

LES ETATS MEMBRES DE L'UE PROVOQUENT UN CONFLIT SOCIAL AU SEIN DU PERSONNEL DE L'UE

Les institutions de l'UE se dirigent tout droit vers un conflit social avec leur personnel : les États membres de l'UE ont décidé de réduire de moitié – à 1,85% - l'adaptation salariale de 3,7% proposée par la Commission européenne pour la période de juillet 2008 à juin 2009. Tous les syndicats du personnel européen se sont réunis en front commun syndical et s'opposent à cette violation flagrante du Statut conclu avec l'employeur (il s'agit de la convention collective de travail pour le personnel de l'UE), qui reste normalement en vigueur jusqu'en 2012. La Commission européenne condamne également cette décision, aussi le front syndical exige-t-il qu'elle introduise une plainte contre cette violation de la loi auprès de la Cour européenne de justice à Luxembourg, une plainte qui a toutes les chances de connaître une issue favorable.

Le Syndicat de la Fonction Publique Européenne, la Conf-SFE, qui collabore avec la CSC-Services publics, joue un rôle de premier plan dans la lutte sociale. Hans Torrekens, ancien président de la Conf-SFE et actuel président du comité local du personnel à la Commission européenne, est formel : *la demande ne consiste pas ici à accorder une adaptation salariale plus élevée ou inférieure au personnel, mais bien à appliquer un mode de calcul ayant fait l'objet d'une convention légale dans le cadre des lois sociales européennes et à respecter l'accord de 2004 signé entre les employeurs et les représentants syndicaux.*

Ainsi que le fixe cette convention, appelée « Méthode », qui demeure en vigueur jusqu'en 2012, on prend en considération l'adaptation des salaires de tous les services publics dans huit États membres européens (parmi lesquels la Belgique, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne) en y associant l'évolution du coût de la vie à Bruxelles pour obtenir ainsi une sorte de « panier international ». Eurostat (le bureau statistique officiel de l'UE) procède chaque année à cet exercice purement arithmétique et est arrivé cette année au chiffre de 3,7%, sachant que l'exercice précédent n'avait débouché que sur un chiffre de 0,7% (l'indexation moyenne était alors de plus de 4% en Belgique) et que le prochain exercice donnera un résultat nul, voire même négatif.

En dépit de cette règle qu'ils ont fixée eux-mêmes, les 27 représentants permanents (ambassadeurs) des États membres de l'UE auprès du Conseil européen ont décidé à l'unanimité de réduire de moitié cette proposition de revalorisation en avançant l'argument de la crise économique. Il s'agit là pour le moins d'une application singulière de leur propre droit communautaire dans l'Europe sociale qu'ils imposent aux entreprises dans tous les États membres, et en fait, d'une violation de la loi que le Conseil a adoptée lui-même.

Hans Torrekens l'exprime très clairement : *Si le Conseil européen ne respecte plus ses propres lois, comment les institutions européennes peuvent-elles espérer que des entreprises ou des citoyens s'y soumettent encore ? Les ambassadeurs agissent toutefois contre l'avis de leurs*

conseillers juridiques. Ces derniers ont formellement confirmé que la proposition d'Eurostat et de la Commission européenne est correcte et inattaquable. Les ambassadeurs savent qu'ils ne peuvent gagner la bataille juridique mais disent qu'ils souhaitent donner un signal politique. Ils se soucient peu de ce que cette lutte juridique inutile coûte de l'argent au contribuable européen et ils ne font certes pas preuve d'une bonne gestion.



Hans TORREKENS

Les syndicats n'adhèrent naturellement pas à cette décision unilatérale et vont passer à l'action. La Commission européenne va également introduire une plainte contre la décision du Conseil auprès de la Cour européenne de justice, et les syndicats la soutiennent pleinement dans cette action. Le personnel du Conseil a déjà fait grève pendant quelques jours au mois de décembre, avec l'appui du personnel des autres institutions. De même, le personnel de la Cour européenne de justice a déjà organisé une grève et les syndicats du Parlement européen et de la Commission européenne ont mené une action au cours de la deuxième semaine de janvier, au moment où les nouveaux Commissaires de la Commission européenne passent leur audition (leur 'oral') devant le Parlement européen.

Tous les syndicats annoncent d'autres actions qui pourraient perturber le programme de travail européen en 2010. En décembre, l'Espagne et la Belgique, les deux pays qui assureront successivement la présidence de l'UE en 2010, ont vainement essayé de convaincre les autres États membres de respecter la loi et ne peuvent maintenant que regarder d'un mauvais œil comment ce conflit social menace d'handicaper leur présidence. C'est bien dommage, mais les États membres de l'UE ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Notre syndicat, la Conf-SFE, craint qu'il s'agisse là du premier d'une longue série de conflits sociaux, d'une guerre sociale de plusieurs années, déclare Hans Torrekens : *c'est l'an prochain que débutent les négociations en vue d'une révision approfondie du Statut, notamment une révision du système d'adaptation salariale qui fait l'objet de la contestation actuelle. Notre employeur veut aussi reconsidérer le régime d'assurance maladie, les pensions, etc. et repousser, à terme, l'âge de la retraite jusqu'à 70 ans. Nous redoutons que plusieurs États membres de l'EU ne souhaitent à l'avenir démanteler totalement le Statut des fonctionnaires européens. Le fait est que le politique veut maintenant moins d'Europe et plus de pouvoir aux niveaux nationaux et régionaux. L'idéal européen de solidarité de l'après-guerre se désagrège, ce qui révèle une tendance dangereuse à terme, qui ramène l'Europe vers la situation instable d'avant guerre. Les syndicats et le personnel doivent donc s'attendre à vivre des temps difficiles, mais la Conf-SFE est prête à les affronter.*

Article publié en janvier dans « de Nieuwe Tijd » le magazine mensuel de la CSC Services Publics.

THE EU MEMBER STATES HAVE PROVOKED INDUSTRIAL CONFLICT WITH EU STAFF MEMBERS

The EU institutions are heading directly towards an industrial conflict with their staff members: the EU Member States have decided to halve – to 1.85% – the 3.7% salary adjustment proposed by the European Commission for the period from July 2008 to June 2009. All the European trade unions are united in opposing this flagrant violation of the Staff Regulations concluded with the employer (i.e. the collective labour agreement for EU Staff), with the article on the salary method remaining in force until 2012. The European Commission has also condemned this decision and the unions jointly call on it to lodge a complaint against this violation of the law with the European Court of Justice in Luxemburg. Such action has every chance of being successful.

The European Public Service Union, the **Conf-SFE**, which collaborates with the CSC-Public Services, plays a leading role in the social combat. The former President of the **Conf-SFE** and the current chairman of the Local Staff Committee, **Hans Torrekens** is clear about this: *this is not about asking for a higher or lower salary adjustment for staff, what we want is that the calculation method fixed pursuant to a legal agreement in the framework of European labour laws to be applied and the 2004 agreement signed between the employers and union representatives to be respected.*

This agreement called “the Method”, remains in force until 2012 and takes as basis the salary adjustments of all public services in eight European Member States (including Belgium, Germany, France and Great Britain) and also integrates the cost of living increases in Brussels, to obtain a kind of “international basket”. Eurostat (the EU's official statistical office) carries out this purely arithmetical exercise every year and this year it produced a figure of 3.7%. It should be borne in mind that the previous year's figure was only 0.7% (at that time the average price index increase was more than 4% in Belgium) and the next calculation could generate a zero, or even a negative figure.

Despite this rule which Member States established themselves, the 27 permanent representatives (ambassadors) of the EU Member States unanimously decided to halve the proposed revaluation, justifying their decision on the grounds of the financial crisis. That is to say the least a strange application of their own Community law in the Social Europe which they impose on companies in all the Member States and, de facto, a violation of the law that the Council itself adopted.

Hans Torrekens puts it very clearly: *If the European Council no longer respects its own laws, how can the European institutions expect companies and citizens to continue to comply with them? In addition, the ambassadors are acting against the opinion of their legal advisers. The latter have*

formally confirmed that the proposal of Eurostat and the European Commission is correct and unassailable. The ambassadors are aware that they cannot win the legal battle but say that they want to send out a political signal. They seem unconcerned that this futile legal fight costs European taxpayers money and they are certainly not demonstrating sound management skills

Naturally, the trade unions do not support this unilateral decision and are ready to take action. The European Commission is also going to lodge a complaint with the European Court of Justice against the Council's decision and the unions support it fully in this course of action. Council staff went on strike for several days in December, with the support of the staff of the other institutions. Similarly, the staff of the European Court of Justice have already organised a strike and the unions at the European Parliament and the European Commission plan to take action during the second week in January, at the time the new European Commission Commissioners are being heard (their oral) by the European Parliament¹.

All trade unions have announced other possible actions which could disrupt the European work programme in 2010. In December, Spain and Belgium, the two countries which hold successively the EU Presidency in 2010, tried in vain to convince the other Member States to respect the law and are now confronted with a situation where this industrial conflict threatens to handicap their Presidency. This is clearly unfortunate but the EU Member States have only themselves to blame.

*Our trade union, the **Conf-SFE**, fears that this is just the first in a long line of industrial conflicts in a social war lasting several years, declares **Hans Torrekens**: the negotiations on an review of the Staff Regulations are possibly starting next year, including in particular a review of the salary adjustment system which is the source of the current dispute. Our legislator also wants to reconsider the health care system, pensions, etc. and to increase the retirement age to 70. Our fear for the future is that several EU Member States want to dismantle totally the Staff Regulations of European civil servants. The fact is that the current policy is based on less Europe and more power at national and regional level. The post-war European ideal of solidarity is crumbling, revealing a dangerous trend of Europe returning over time to the unstable pre-war situation. The unions and staff must therefore expect difficult times ahead but the **Conf-SFE** is ready to confront them.*

Article published in January in “de Nieuwe Tijd”, the monthly magazine of ACV Openbare Diensten.

¹ This action has been suspended following a message of solidarity of the President of the European Parliament.

SALARY ADJUSTMENT AND “METHOD”

Much has already been written about the confrontation with the Council about our salary adjustment and the application of the “method” for 2009/10. Because of a number of questions we received we think it appropriate to clarify a few issues in the following article. From the statistics and graphs at the end it is clearly visible that although we suffered some loss of our purchasing power, the method has helped to maintain a certain progression of our salaries.



Wolfgang ENTMAYR

Looking back at the history of the “method”

Already at the birth of the EC institutions the question arose how to adjust the salaries of EC staff to the changes of the cost of living. Three possibilities were discussed:

- (a) a direct link to the inflation rate and its compensation (indexation)
- (b) yearly negotiations on salary adjustments between the administration and staff representatives
- (c) a proposal by the Commission to be approved by the Council.

Point (c) found its way into the first Staff Regulation (Art. 65) and thus has been the basis for our salary adjustment ever since. The first agreement with an application for several years was reached for 1976 to 1980 and then following a rhythm of more or less ten years starting in 1981. However, it should be recalled that it was not without great efforts and sacrifices from staff that this “method” could be fixed for such a long period. Prior to its introduction a number of strikes were necessary to convince the administration and the Commission and, in addition, the introduction of the system was accompanied by the introduction of the “crisis levy”, later changing its name to “special contribution”, in fact this is an additional tax.

The present method

As for the present “method” it should not be forgotten that we paid a rather high price to have this adjustment system continued until the end of 2012:

- We had to accept a continuation of the additional tax – now called the “special levy” – which would increase from 2.5% in 2004 to 5.07% as from this year and to 5.5% as from 1 January 2011.
- Our pension system was subjected to an annual adjustment leading to an increase in contribution from 8.25% in 2004 to 11.3% at present.

In addition, a number of additional measures to reduce the level of the salaries of EU staff were introduced in 2004 like the reduction of pension rights, change of correction coefficient to country wide coefficients, gradual abolition of transfer with coefficient to home country and the replacement of the salary grid with introduction of additional steps and recruitment at lower salaries. There are two elements for calculating the “basket” of our salary adjustments:

- (a) The Brussels International Index (which measures the cost of living following a consumption pattern of the EU and other international civil servants in Brussels)
- (a) The special indicator which follows the changes in the purchasing power of salaries of national civil servants in the central governments of eight selected Member States (Belgium, Germany, France, Spain, Italy, Luxembourg, Netherlands and the United Kingdom). It is important to mention that the trade unions had asked to include all Member States in this basket (the basis of only eight Member States was repeatedly criticized in the media) but this request has been rejected.

The following tables and the graphs should show the development of these indicators together with the adjustment of our salaries:

<i>Evolution of purchasing power for EU civil servants since 2004</i>				
Year	Purchasing power evolution in the MS	Cumulative impact since 2004	The net evolution of purchasing power for EU staff*	Cumulative impact since 2004
2004	-1,2	-1,2%	-1,5%	-1,5%
2005	0	-1,2%	-0,5%	-2,0%
2006	0,2	-1,0%	0,0%	-2,0%
2007	0	-1,0%	-0,2%	-2,2%
2008	-1,3	-2,3%	-1,8%	-3,9%
2009	2,7	0,3%	2,3%	-1,7%

* Takes into account the impact of the increase in the pension contribution rate and the special levy

Year	The Brussels International Index	Belgian HICP* (inflation)
2004	1,9%	2,3%
2005	2,2%	2,7%
2006	2,1%	2,5%
2007	1,4%	1,3%
2008	4,4%	5,8%
2009	0,9%	-1,0%
Cumulative since 2004	13,6%	14,3%

* Harmonised Index of Consumer Prices



Sources: EUROSTAT; DG HR

These results lead us to the conclusion that although we received regularly adjustments of our salaries (except for the latest period) the method could not prevent our purchasing power from deteriorating (this in line with a deterioration of the purchasing power of national civil servants). However, the increase in our pension contribution as well as the increase of the “special levy” results in an additional loss of purchasing power in comparison to the purchasing power of national civil servants.

And what will happen now?

The Council has decided on 23 December 2009 to grant us an adjustment of only 1.85%, half of the proposed rate. The Commission clearly expressed its disagreement and we got reassurances by the President and his cabinet as well as DG Human Resources and Security that they would bring the case before the Court of Justice. This was done on 25 January and the Court was asked to decide on annulment of the Council regulation. The Commission also asked for an accelerated procedure in order not to “contaminate” the decision concerning 2011. We shall keep you all informed on this issue.

To conclude, at this stage we do not want to enter into an argument about the level of our salaries. The fact is that further cuts or unfavorable developments in the salary levels of European civil servants would endanger the objective of recruiting the best qualified people for the Commission but also would go against the goal of a geographically balanced workforce in the European institutions, i.e. that civil servants of all EU Member States should be represented proportionally. This is not only a declared objective of the EU institutions in general but also in the interest of Member States. It is also obvious that the method has provided us with social peace for a long time and a reasonable development of our salaries. Therefore, and we should not lightly give up such a mechanism in exchange for some untested system.

VOTRE ABONNEMENT ENFIN REMBOURSÉ À 50% ?

Le remboursement partiel de votre abonnement pour l'utilisation du transport public sera bientôt effectif : le Parlement européen a approuvé un budget de 2,4 millions € pour 2010, mais l'a en même temps lié à une réserve. Si la Commission arrive à lever cette réserve, les utilisateurs de la STIB, de la SNCB, du TEC et de De Lijn seront remboursés à hauteur de 50% du coût annuel de leur abonnement. Un nouveau succès pour la Conf-SFE après une bataille de 6 ans.

Il s'agit d'une bonne nouvelle, nuancée par l'obligation pour la Commission de remplir quelques conditions concernant une base de données de la DG Recherche (Cordis). Ce n'est pas la première fois que le Parlement lie bizarrement deux dossiers totalement différents, mais la Conf-SFE encourage la Commission à s'acquitter de cette obligation de sorte que cette réserve soit levée et qu'elle puisse enfin réaliser sa promesse au personnel, promesse qui date déjà de 2006, dans le cadre du plan de mobilité.

Et comment obtiendrez-vous ce remboursement de 50% ? Ceci a été discuté au sein du Groupe de Mobilité entre le Comité Local du Personnel et l'OIB, lors d'une réunion mi-janvier. Sous réserve de changements éventuels, voici quelques données qui vous permettront de vérifier si votre type d'abonnement remplira les conditions de l'OIB :

- Durée d'abonnement de minimum 3 mois
- Abonnements combinés (p.e. SNCB/STIB, NMBS/De Lijn, etc.) sont autorisés

- Si vous avez des abonnements séparés, un abonnement seulement sera remboursé pour cette année
- Limité à une distance de 60 km entre votre lieu d'habitation et Bruxelles. Si vous habitez plus loin, votre remboursement sera calculé au pro rata de cette distance maximum.

Mais attention: si vous demandez le remboursement, vous devez rendre votre vignette de parking, à moins que vous n'en disposiez pas. En compensation, vous aurez droit à un nombre annuel limité d'accès occasionnels. Pour le suivi de vos demandes, l'OIB développe actuellement un logiciel informatique qui sera prochainement disponible.

Le remboursement effectif se fera a posteriori: l'OIB vous invitera, à la fin de l'année 2010, à fournir la preuve des frais encourus, afin de procéder au remboursement qui s'effectuera pendant le premier trimestre 2011. Pour les nouveaux abonnés STIB, ils bénéficieront du système tiers payant grâce à un accord négocié par l'OIB.

Il faut souligner que l'année 2010 sera une phase pilote pour ce dossier. Le Groupe de Mobilité et l'OIB évalueront cette première expérience et ce rapport permettra d'affiner les modalités pour les années futures. La Conf-SFE y participera activement et vous tiendra informé. Un dernier petit détail: votre remboursement restera garanti aussi longtemps que l'autorité budgétaire continuera à valider le budget nécessaire chaque année.

Hans Torrekens



En 2009, René Koch et Hans Torrekens ont demandé le support d'Etienne Schouppe, Ministre fédéral belge responsable pour la Mobilité.

AT LAST, 50% OF THE COST OF YOUR SEASON TICKET REIMBURSED?

The proposed reimbursement of part of the costs of your season ticket for using public transport could soon become effective: the European Parliament has approved a budget of €2.4 million for 2010, subject, however, to certain conditions. If the European Commission succeeds in satisfying these conditions, users of the STIB, SNCB, TEC and De Lijn networks will be reimbursed 50% of the cost of their season ticket. A further success for the Conf-SFE after a 6-year battle.

This is good news, although the European Commission has to satisfy some conditions concerning a DR Research database (Cordis). This is not the first time that the European Parliament has oddly chosen to link two completely unrelated issues, but the Conf-SFE urges the European Commission to satisfy these obligations so that the approval can become effective and finally honour its promise to staff, which was made as long ago as 2006, in the framework of the mobility plan.

How will it work?? This was discussed within the Mobility Group between the Local Staff Committee and the OIB, at a meeting in mid-January. Subject to any changes, the information below will enable you to check whether your type of season ticket will satisfy the OIB's conditions:

- The season ticket must be for a period of at least 3 months;
- Combined season tickets (e.g. SNCB/STIB, NMBS/De Lijn, etc.) are authorised;
- If you have separate season tickets, only one season ticket will be reimbursed for this year;

- Reimbursement is limited to a distance of 60 km between your home and Brussels. If the distance is greater, your reimbursement will be calculated pro rata to the maximum distance.

Please note, however, that if you claim reimbursement, you will be required to return your parking access sticker, if you have one. In exchange, you will be entitled to a limited number of occasional parking rights. To process reimbursement applications, the OIB is currently developing a software programme which will be released shortly.

Reimbursement will be made a posteriori: the OIB will ask you, at the end of 2010, to provide proof of the payment made by you, so that you will be reimbursed during the first quarter of 2011. New STIB season ticket holders will be able to take advantage of a direct settlement agreement negotiated by the OIB.

It is important to emphasise that 2010 will be a pilot phase for the scheme. The Mobility Group and the OIB will assess this first experience and their report will enable the arrangements to be adjusted for future years. The Conf-SFE will participate actively in this process and will keep you informed of developments. One last small detail: your reimbursement will continue to be guaranteed as long as the budgetary authority continues to approve the necessary budget every year.

In 2009, René Koch and Hans Torrekens requested the support of Etienne Schouppe, Belgian Federal Minister with responsibility for Mobility.

Launched in 2009, AssistantPlus.be is a website in three languages (NL, FR, EN) that is continuously developed and updated to offer a single resource answering all the needs and questions of management support personnel. Available in three languages, AssistantPlus.be is an important source of information, a virtual meeting place and a platform for all assistants in Belgium.

Our mission

AssistantPlus.be is the assistant's assistant. The website is clear, effective and user-friendly. It simplifies your day-to-day work, accelerates the search for information, promotes the exchange of knowledge and ideas and allows you to discover new products and services.

Our vision

AssistantPlus.be creates added value (sharing of knowledge and skills) by being a true reference and a privileged, reliable and indispensable partner to the assistant in the performance of his/her work.

AssistantPlus.be offers tangible benefits through savings in time, cost and stress and helps you improve your work efficiency and experience on a daily basis. **By becoming a member of the site (FREE OF CHARGE!), you immediately gain unlimited and free access to all our online resources:**

- Extensive library with articles encompassing all aspects of the management support profession
- Career information and job opportunities
- Training & Education
- Lifestyle articles
- Interesting & useful Tools en Links
- Publications: Books, magazines, ...about your profession
- MyZone: Your personal space on AssistantPlus.be
- Forum: Advice from your peers
- Assist Guide: The business directory for assistants
- Agenda: Stay informed of the events you should be attending
- And much more



With Europe - Third World, play a part in a generous cause!

Ania FOSZCZYNSKI has been an official at the European Commission for five years now, working in the DG for Agriculture's "Competition" Unit M2, where she is continuing her career following a few years in banking. This bright-eyed young Austrian woman tells us about "Europe – Third World Association" which brings together officials of the European institutions and in which Ania now plays an active role since joining.

How did you hear about ETM/ETW?

In 2005 I, like everybody else, received one of the Association's newsletters saying how ETM/ETW had given an undertaking to help the people who were victims of the Tsunami. The Association had committed itself to providing aid for rebuilding in some of the villages which had been hardest hit.

Why did you decide to become a member of the Association?

Co-operation in the field of development has always been an interest of mine and for a long time I had wanted to become involved in an association playing an active part in this area. When I learned that such an association existed among the staff of the European Institutions, I was more than eager to join. The thing which particularly interested me was the scope for getting involved myself in evaluating and following up development micro-projects. Also, any member of the Association can, if he or she wishes, attend the meetings of the Projects Group which looks at the applications for financing which we receive and follows them up once financial help has been granted.

Have you already assessed projects for Europe - Third World?

Yes, three projects. The first concerned the setting up of an agricultural training centre in Kenya, the second the installation of a mill for the production of bio-fuel using a



local plant as raw material in Madagascar and the third, in Brazil, was for rendering water safe for drinking. Far from being a bureaucratic operation, assessing a project involves its assessor in the realities of the local communities applying for help, in their culture and their way of life which are so different from ours.



Ania
FOSZCZYNSKI

In evaluating these projects, is it necessary to have some expertise in the field of development co-operation?

Evaluating a project above all demands time; time to study the dossier carefully and collect additional information which will help to place the project in its proper context. Once this is done the "Rapporteur" puts his or her conclusions to the 'Project Group' which meets every Tuesday and it is within this Group that assessments of the projects are finalised before being put to the Committee which has responsibility for financing decisions.

Why do you think your colleagues should support Europe - Third World?

I would strongly urge our newly arrived colleagues to join our Association. Apart from the fact that the financial contribution we suggest is a modest one (a minimum equivalent to one day's salary per year), becoming a member of Europe - Third World is an excellent way of getting to know some very interesting people and playing a part in a very good cause. For instance, I have greatly appreciated the chance to meet representatives of NGOs which we have supported or which have applied for our support, and to meet the longer-established members of Europe - Third World who have led fascinating lives, often living in far-away countries. Also, the Association is always on the look-out for volunteers especially to help bring its existence to the attention of an ever wider public.

Avec Europe - Tiers Monde, participez à une cause généreuse !

Ania FOSZCZYNSKI est fonctionnaire à la Commission Européenne depuis cinq ans. Elle travaille à la DG Agriculture, Unité M2 (Concurrence), où elle poursuit sa carrière après quelques années passées dans le monde de la banque. Aujourd'hui, cette jeune Autrichienne au regard vif nous parle d'Europe - Tiers Monde (ETM), une association de fonctionnaires des Institutions Européennes dont elle est membre active depuis son arrivée parmi nous.

Comment avez-vous connu Europe - Tiers Monde ?

En 2005, j'ai reçu comme tout le monde, l'une des newsletters de l'association qui expliquait comment ETM s'était engagée auprès des populations victimes du Tsunami pour leur venir en aide. Notre association s'était alors investie dans l'aide à la reconstruction dans quelques villages des régions les plus durement touchées.

Pourquoi avez-vous décidé de devenir membre de l'association ?

Le monde de la coopération au développement m'a toujours attirée et j'avais envie depuis longtemps de m'engager dans une association active dans ce domaine. Quand j'ai appris qu'il existait une telle association au sein même du personnel des institutions européennes, j'ai tout de suite été séduite. Ce qui m'a particulièrement intéressée, c'est la possibilité de participer moi-même à l'évaluation et au suivi de micro-projets de développement. D'ailleurs, tout membre de l'association peut, s'il le souhaite, participer aux réunions du « Groupe Projets » qui analyse les demandes de financement que nous recevons et qui assure le suivi des projets une fois leur financement accordé.



Avez-vous déjà évalué des projets pour Europe - Tiers Monde ?

Oui, trois projets. Le premier concernait la création d'un centre de formation agricole au Kenya, le deuxième l'installation d'une presse pour la production d'un bio carburant à base d'une plante locale à Madagascar et le troisième une initiative de potabilisation d'eau au Brésil. L'analyse de projet est loin d'être un travail bureaucratique. Cela permet au contraire de s'immerger dans des réalités locales, des cultures et des modes de vie si différents des nôtres.

Pour évaluer ces projets, est-il nécessaire d'avoir un degré

d'expertise dans le domaine de la coopération au développement ?

L'évaluation du projet demande surtout du temps pour faire une lecture critique de la documentation présentée et rechercher des informations complémentaires qui aident à replacer le projet dans son contexte. Ensuite, l'évaluateur présente ses conclusions au « Groupe Projets » qui se réunit tous les Mardis. C'est au sein de cette équipe

que sont finalisées les évaluations des projets à présenter au « Comité » responsable des décisions de financement.

Pourquoi pensez-vous que vos collègues devraient soutenir Europe - Tiers Monde ?

Je recommande en particulier aux nouveaux arrivés de rejoindre notre association. Outre le fait que la participation financière demandée est très modeste (un minimum équivalent seulement à un jour de salaire par an), rejoindre Europe - Tiers Monde est une excellente manière de connaître des gens très intéressants et de participer à une cause généreuse. J'ai beaucoup apprécié, par exemple, de rencontrer les représentants d'ONG que nous avons soutenues ou qui briguent notre soutien, et de faire la connaissance des membres plus anciens d'Europe Tiers Monde, qui ont eu des vies passionnantes, en habitant dans des pays lointains. D'ailleurs, l'association recherche toujours des volontaires notamment pour son travail de communication et sensibilisation.

(source photo : photothèque Aidco)

Le Comité Central du Personnel et Europe-Tiers Monde vous invite à manifester votre solidarité avec les victimes haïtiennes en faisant un don sur le compte de l'association ETM à Bruxelles (310-0240244-61) - IBAN BE62310024024461, BIC BBRUBEBB) ou à Luxembourg - IBAN LU62 0019 1000 4950 9000 BIC BCEELULL Avec la mention « Don Haïti ».



En Janvier, M. Antoine Bogaerts, un représentant de MSF "Médecins sans frontières" est venu dans notre bureau prendre en main un chèque de 5.000 € pour l'aide humanitaire en Haïti. La Conf-SFE a aussi fait un don de 5.000 € pour aider nos Agents Locaux sur place.



ALL THE FURNITURE YOU NEED

• REFUND OF TAXES •

Monday-Friday: 10am - 19 pm • Saturday: 10am - 18.30pm • Sunday: closed

TRENTHOPPER MEGASTORE ZAVENTEM

**WEIVELDLAAN 35C • 02-7212024 • www.trendhopperzaventem.be
info@trendhopperzaventem.be**